



Geneva International Centre *for* Justice

**LA LUTTE CONTRE LES
DISCRIMINATIONS EST LOIN D'ÊTRE
TERMINÉE**

Octobre 2020

www.gicj.org

Table des matières

<i>Vue d'ensemble</i>	1
<i>Contexte</i>	1
<i>Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1963)</i>	2
<i>Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale</i>	3
<i>Exemples de pays</i>	4
<i>Australie</i>	4
<i>Hongrie</i>	7
<i>Allemagne</i>	9
<i>Italie</i>	11
<i>Irak</i>	12
<i>Pays-Bas</i>	14
<i>États-Unis d'Amérique</i>	16
<i>Norvège</i>	19
<i>Danemark et Suède</i>	21
<i>Conclusion</i>	23
<i>Un problème de grande échelle</i>	23
<i>La position de GICJ</i>	23
<i>Remarques finales</i>	24
<i>Recommandations</i>	24

Vue d'ensemble

Bien que le monde progresse constamment dans le domaine des droits de l'homme de tous les individus, la lutte contre le racisme et les discriminations est loin d'être terminée. Au cours des dernières années, il y a eu une augmentation des discours de haine et de la discrimination dans le monde entier. Les politiciens et groupes d'extrême droite ont tiré profit de leurs programmes racistes en convainquant les masses d'adopter un état d'esprit similaire. Par conséquent, les discours de haine et les discriminations se normalisent peu à peu, élevant la suprématie blanche et la tolérance à l'égard de l'anti-migration et du sentiment antiblanc. Cet article met en évidence l'augmentation des discours de haine et des discriminations en particulier en Australie, en Hongrie, en Italie, en Allemagne, en Irak, aux Pays-Bas, aux États-Unis, en Norvège, au Danemark et en Suède.

Contexte

Durant les dix dernières années, les comportements discriminatoires des politiciens et des responsables gouvernementaux sont devenus de plus en plus normalisés, endommageant le principe du respect de la dignité de tous les êtres humains. En Australie, dix partis candidats aux élections fédérales de 2019 ont été répertoriés comme ouvertement islamophobes. En Hongrie, le premier ministre Viktor Orbán a qualifié les réfugiés musulmans d'« envahisseurs ». Tirant profit de la peur de l'« altérité » des populations, ces politiciens rejettent ouvertement l'intégration sociale, et s'attaquent directement aux groupes minoritaires afin de mettre en avant leurs programmes. Pendant ce temps, l'augmentation intense des provocations néo-nazies en Allemagne est alarmante, certaines manifestations ayant lieu dans d'anciens camps de concentration. Rien qu'en 2019, le gouvernement allemand a interdit trois groupes d'extrême droite différents qui se présentaient comme des disciples d'Adolf Hitler, planifiaient et menaient des attaques pour assassiner des fonctionnaires et des personnes d'origine juive, et distribuaient des écrits racistes et antisémites. Puis, en juin 2020, la moitié des membres italiens du Parlement européen ont voté contre une résolution visant à condamner toutes les formes de racisme, de haine et de violence. L'Irak a dû également faire face au comportement racial discriminatoire de la part du gouvernement et, par conséquent, à la destruction et la terreur généralisée des groupes minoritaires. Aux Pays-Bas, en Norvège, au Danemark et en Suède, les politiciens d'extrême droite utilisent une rhétorique discriminatoire qui, à son tour, suscite des crimes de haine et du racisme. Le

président des États-Unis Donald Trump encourage des déclarations racistes qui nuisent aux communautés minoritaires. De plus, la mort de George Floyd, un homme d'origine africaine qui a été tué à tort par la police, a attiré l'attention de la communauté internationale sur le racisme systémique profondément enraciné dans les pays du monde entier. Les traités internationaux conçus pour combattre le racisme et constituant l'une des principales raisons d'être des Nations Unies, il convient de rappeler à ces pays les instruments internationaux qui interdisent ce type de comportement discriminatoire.

Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1963)¹

En 1963, la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale a été adoptée par l'Assemblée générale. La Déclaration met en avant le point de vue de l'organisme sur le racisme et invite les États à mettre fin à la discrimination raciale et à prendre des mesures directes et efficaces pour condamner systématiquement le racisme et promouvoir la tolérance.

Cette Déclaration a été créée/fondée car, malgré les progrès réalisés dans le monde, la discrimination sous toutes ses formes persiste. Elle souligne que la discrimination est une violation directe de la Charte des Nations Unies :

« La discrimination entre les êtres humains pour les motifs de race, de couleur ou d'origine ethnique est une offense à la dignité humaine et doit être condamnée comme un désaveu des principes de la Charte des Nations unies, comme une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme un obstacle aux relations amicales et pacifiques entre les nations et comme un fait susceptible de troubler la paix et la sécurité entre les peuples » (Article 1)²

¹ Document des Nations Unies – Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (A/RES/18/1904)

² Document des Nations Unies – Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (A/RES/18/1904)

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

En 1965, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CIEDR)³. Entrée en vigueur en 1969, cette Convention est juridiquement contraignante et engage ses signataires à éliminer la discrimination raciale et à promouvoir l'entente entre toutes les races. En outre, les États sont tenus de proscrire les discours de haine et de criminaliser la participation à des organisations racistes. En ce qui concerne les pays mentionnés dans ce rapport, ceux-ci ont tous signé la CIEDR entre 1966 et 1969.



Photo ONU/Teddy Chen – Le 3 février 1970, la Troisième Commission de l'Assemblée générale s'est réunie pour discuter des projets de résolution sur l'élimination de la discrimination raciale

Avec 25 articles essentiellement, ce document établit que la discrimination raciale et la supériorité raciale sont des menaces directes aux principes de la dignité humaine et de l'égalité et doivent donc être condamnées sous toutes leurs formes.

À son article 1, la Convention commence par la définition du terme « discrimination raciale » : « toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme

³ Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, New York, 7 mars 1966

et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique »⁴.

La CIEDR exhorte tous les signataires à condamner la discrimination raciale en abrogeant toutes les lois et pratiques qui propagent le racisme et en proclamant que tous les auteurs de discrimination raciale seront tenus responsables. Pour l'essentiel, toutes les mesures doivent être adoptées d'urgence pour garantir l'éradication de la discrimination raciale. En outre, un Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a été créé par l'article 8, permettant à un groupe d'experts indépendants de s'assurer que les États mettent en œuvre la CIEDR de manière appropriée et efficace.

Par ailleurs, la Déclaration et le Programme d'action de Durban (DDPA) adoptés par les Nations Unies en 2001, non seulement appellent à la ratification universelle de la CIEDR, mais fournissent également des recommandations et des mesures pratiques pour que la communauté internationale s'attaque à la discrimination raciale en tant que préoccupation mondiale.

Exemples de pays

Australie

De 1901 à 1975, l'Australie a restreint toute immigration non-européenne dans le pays en vertu de la politique de l'Australie blanche. Bien que cette politique ait été éradiquée en 1975, elle a contribué au développement d'une société racialement blanche. Avec la mondialisation rapide d'aujourd'hui, tous les États doivent apprendre comment adhérer au multiculturalisme et enseigner l'histoire de leur pays avec précision. Les politiques adoptées après 1975 en Australie en matière de multiculturalisme ont permis à l'immigration d'augmenter lentement au cours des dernières décennies. De plus, de nombreuses lois ont été promulguées pour contribuer à l'éradication de la discrimination comme la loi contre la discrimination raciale de 1975 (Racial Discrimination Act), la loi sur la haine raciale du Commonwealth de 1995 (Commonwealth Racial Hatred Act), la loi sur la Commission des droits de l'homme et de l'égalité des chances de 1986 (Human Rights and Equal Opportunity Commission Act), et bien d'autres encore.

⁴ Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, New York, 7 mars 1966

Le One Nation Party, un parti politique fondé en Australie en 1997, est ouvertement anti-immigration, anti-multiculturalisme, antichinois et anti-islam. Bien que ces partis bénéficient de l'attention des médias, ils ne parviennent pas à obtenir un soutien électoral et du succès au sein même de la sphère politique. Néanmoins, ces partis sont préoccupants et le gouvernement australien doit continuer à s'efforcer de tenir pour responsables tous les politiciens et citoyens qui propagent des discours de haine.

Après les attentats du 11 septembre 2001 perpétrés par l'organisation terroriste Al-Qaeda contre les États-Unis, les musulmans font l'objet d'une discrimination croissante, des personnes du monde entier se montrant hostiles et préjudiciables à leur égard. Cette situation a tendu les relations en Australie et a conduit aux émeutes raciales de Cronulla en 2005, au cours desquelles un grand rassemblement d'Australiens de race blanche s'en est pris aux personnes d'origine moyen-orientale. Cela s'est produit en raison d'une augmentation des tensions ethniques et raciales qui sont remontées à la surface. Toutefois, si celles-ci avaient été atténuées dès le départ, par la mise en œuvre de politiques antidiscriminatoires, la promotion de la tolérance et du multiculturalisme par l'éducation et la responsabilité de tous les crimes haineux, des événements tels que les émeutes raciales de Cronulla en 2005 auraient pu être évités.



AP/Rob Griffith – *Tension raciale lors des émeutes raciales de Cronulla en 2005 en Australie.*

C'est pourquoi il est important que les pays respectent les déclarations et conventions des Nations Unies car elles fournissent des recommandations et des solutions pour atténuer les tensions et

contribuer à la création de communautés accueillantes et ouvertes où le respect et la dignité de tous les êtres humains sont respectés.

Cependant, malgré la législation antidiscriminatoire et antiraciste, certains partis politiques australiens continuent de se nourrir de la haine et de la peur des gens à l'égard du multiculturalisme, étayant leurs affirmations par des mythes selon lesquels les migrants volent les emplois et effacent la culture nationale. Les médias australiens doivent également être tenus responsables de leur contribution à la marginalisation de la communauté musulmane. Dans de nombreux cas, les musulmans ne sont montrés aux informations que lorsqu'ils sont impliqués dans quelque chose d'illégal. Les politiciens tirent ensuite profit de ces incidents signalés en s'appuyant sur ces stéréotypes négatifs. En 2019, dix partis candidats aux élections fédérales australiennes ont été répertoriés comme ouvertement islamophobes afin de mieux s'identifier à l'opinion publique.

Cette situation est problématique car elle encourage les déclarations et les attaques ouvertement racistes à l'encontre des musulmans à se régulariser et à se normaliser. Dans certains cas, cette politique a même été présentée comme respectable.

Ces dernières années, de nombreux actes de discrimination ont été commis en Australie à l'encontre des musulmans. L'utilisation de discours de haine comme rhétorique acceptable est extrêmement courante dans les organisations nationalistes d'extrême droite. La stigmatisation idéologique des musulmans s'est normalisée, voire institutionnalisée, dans les sphères publiques et privées. À chaque remarque discriminatoire faite par un politicien ou relayée par les médias, la peur augmente au sein de la communauté musulmane d'Australie. L'extrême droite se répand et devient plus puissante en termes de portée et d'influence, ce qui diminue le multiculturalisme et appauvrit l'intégration sociale.

Bien que l'Australie dispose d'une nouvelle législation et d'organisations de base qui ont lancé des campagnes de lutte contre la discrimination très réussies, tant que les partis nationalistes d'extrême droite continueront à communiquer leurs arguments racistes, l'Australie devra poursuivre ses efforts pour combattre les discriminations.

Hongrie

En 2015, une crise des réfugiés, également connue sous le nom de crise migratoire en Europe, a débuté. Au cours de cette crise, des réfugiés venant de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan sont entrés au sein de l'Union européenne. À ce sujet, le premier ministre hongrois Viktor Orbán a déclaré au journal allemand Bild : « Nous ne considérons pas ces personnes comme des *réfugiés* musulmans. Nous les voyons comme des *envahisseurs* musulmans ». En 2018, la Hongrie a refusé de prendre part au Programme commun de réinstallation de l'Union européenne. Par conséquent, en mars 2020, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé que la Hongrie, la Pologne et la République tchèque avaient violé leur obligation d'accueillir leur part équitable de demandeurs d'asile pendant la crise des réfugiés⁵. L'Union européenne avait accepté de répartir 160 000 demandeurs d'asile se trouvant en Grèce et en Italie dans d'autres pays européens. Dès lors, les politiciens d'extrême droite ont utilisé ce moment comme une opportunité de faire passer des positions anti-immigration et de gagner des partisans conservateurs qui ne veulent pas que les immigrants soient autorisés à entrer en Europe. Beaucoup de pays européens ont ainsi connu l'émergence d'une politique conservatrice, c'est le cas notamment de la Hongrie.

Le premier ministre Viktor Orbán est même allé jusqu'à dire qu'il contournerait le Programme de l'Union européenne pour que l'Europe reste « chrétienne » car de nombreux réfugiés viennent d'Afrique et du Moyen-Orient. Déclarant que « le multiculturalisme n'est qu'une illusion », Orbán ne croit pas que les communautés chrétiennes et musulmanes s'entendront un jour⁶. C'est un exemple clair de discrimination sur la base de la religion. Non seulement, c'est contraire à la Constitution hongroise, mais c'est aussi une violation des valeurs et principes fondamentaux inscrits dans le cadre institutionnel de l'Union européenne et des Nations Unies, dont la Hongrie fait partie.

⁵ Stevis-gridneff, M., & Pronczuk, M. (2020, April 02). E.U. Court Rules 3 Countries Violated Deal on Refugee Quotas. Retrieved August 08, 2020, from <https://www.nytimes.com/2020/04/02/world/europe/european-court-refugees-hungary-poland-czech-republic.html>

⁶ Agerholm, Harriet (2018, January 09). Refugees are 'Muslim invaders', says Hungarian PM Viktor Orban. Retrieved August 08, 2020, from <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/refugees-muslim-invaders-hungary-viktor-orban-racism-islamophobia-eu-a8149251.html>



AFP/Attila Kisbenedek – *Le premier ministre Viktor Orbán*

Un autre exemple de racisme en Hongrie est celui de la ville de Gyöngyöspata qui a procédé à une ségrégation ethnique des enfants roms au sein de l'école primaire locale. De nombreux partisans du gouvernement hongrois n'ont pas hésité à défendre la ségrégation raciale dans l'enseignement, bien qu'elle soit ouvertement discriminatoire. Une récente affaire judiciaire de mai 2020 a accordé une compensation aux familles roms de Gyöngyöspata, mais le gouvernement a tenté d'empêcher le versement de ces réparations. Cette pratique est illégale au regard du droit hongrois et du droit de l'Union européenne.

En outre, en mai 2020, alors que la quarantaine était officiellement imposée et que la distanciation sociale devenait nécessaire, une agression au couteau a eu lieu à Budapest, tuant deux personnes. L'une des victimes tuées se trouvait être un partisan d'extrême droite. Les réseaux sociaux n'ont pas tardé à diffuser une fausse information selon laquelle les auteurs de l'agression étaient des « gitans ». Cet incident montre comment les minorités sont utilisées comme bouc émissaires et, lorsqu'elles sont blâmées, cela donne une raison à la haine de comploter contre elles. Malgré les règles de distanciation sociale, le mouvement « Mouvement pour la patrie », un parti d'extrême droite, s'est réuni pour un rassemblement contre la « criminalité tzigane ». Dans un premier temps, la police avait interdit l'évènement mais après avoir essayé de retirer les pancartes aux participants au début, elle a laissé le rassemblement se dérouler et s'est tenue à l'écart. Plus tard dans la soirée, des crimes haineux violents ont été commis contre des Roms dans toute la ville. Les militants n'ont pas pu perturber l'évènement en raison des craintes liées au coronavirus. Il s'agit là d'un nouvel

exemple de la façon dont l'extrême droite profite de toute situation, même du coronavirus, et devient de plus en plus puissante en se rebellant contre les normes et en niant les faits. Un évènement similaire a eu lieu aux États-Unis où les autorités ont autorisé des milices d'extrême droite à protester contre la quarantaine obligatoire à l'aide de fusils d'assaut, se contentant d'observer. Toutefois, lorsque des manifestations ont eu lieu après la mort de George Floyd, un homme d'origine africaine tué à tort par la police, le président américain a demandé l'utilisation de la force létale afin de réprimer le soulèvement. Comme en Hongrie, les partis d'extrême droite sont actuellement du côté du gouvernement, en raison de leur mentalité conservatrice similaire, ce qui prouve que le racisme et l'extrême droite ne peuvent prospérer que si des infrastructures sont déjà en place pour les soutenir. Cela démontre également que si le gouvernement est complice de l'extrême droite et que personne n'est tenu pour responsable, il en résultera de violentes conséquences.

Allemagne

Tout au long des années 1990, l'Allemagne a connu une vague de néo-nazisme. Ces dernières années, l'Allemagne a été témoin d'une nouvelle montée en puissance des comportements racistes et néonazis. Certaines manifestations ont même lieu dans d'anciens camps de concentration, où l'on défie les guides touristiques en niant l'holocauste, en prenant des selfies devant les crématoires et en faisant le salut hitlérien. Rien qu'en 2019, le gouvernement a interdit trois groupes d'extrême droite qui se présentaient comme des disciples d'Adolf Hitler, planifiaient et menaient des attaques visant à assassiner des fonctionnaires du gouvernement et des personnes d'origine juive, et de distribuer des écrits racistes et antisémites.

La discrimination raciale étant en nette augmentation en Allemagne, l'État de Berlin a adopté la première loi de lutte contre la discrimination en juin 2020. Celle-ci permet aux citoyens de déposer des plaintes et de demander des dommages et intérêts s'ils estiment avoir été victimes de discrimination de la part des autorités publiques. Il s'agit d'un pas en avant pour lutter contre le racisme systémique, mais cela indique aussi que l'Allemagne dans son ensemble a encore un long chemin à parcourir.

En plus de la Constitution allemande qui dispose que la discrimination est interdite, l'Allemagne a adopté une loi fédérale en 2006 appelée Loi sur l'égalité de traitement (Allgemeine

Gleichbehandlungsgesetz), qui couvre la discrimination dans l'emploi et entre les citoyens privés, mais elle ne s'applique pas aux domaines régis par le droit public. Cette nouvelle loi introduite par Berlin contribuera à combler les lacunes en matière de protection des citoyens contre la discrimination par la police et dans le secteur de l'éducation.

En outre, il existe actuellement un mouvement qui gagne du terrain en Allemagne, connu sous le nom de Reichsbürger (les Citoyens du Reich). Les personnes qui sont affiliées à ce mouvement ne reconnaissent pas la République allemande d'après-guerre et croient en la continuité du Reich. Ils sont connus pour diffuser des menaces et de la propagande racistes. Les groupes qui se sont formés autour de ce mouvement tels que les « Peuples et tribus allemands unis » (Geeinte deutsche Völker und Stämme), sont de plus en plus bannis et le gouvernement allemand met en place une surveillance supplémentaire envers ce type de groupes.

L'extrême droite est extrêmement puissante et le gouvernement allemand doit être proactif et garder une longueur d'avance afin d'empêcher ces mouvements et groupes de contribuer à la montée de la discrimination. La nouvelle loi de l'État de Berlin est la première d'une longue série de mesures et l'Allemagne doit continuer à criminaliser les groupes qui prêchent la supériorité raciale et à tenir tous les citoyens responsables des discours de haine et des actions discriminatoires.



Getty Images/Sascha Schuermann – Des néo-nazis protestent contre l'entrée de réfugiés en Allemagne

Italie

En 2019, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié un rapport intitulé « Rapport de mission en Italie sur la discrimination raciale, axé sur l'incitation à la haine et à la discrimination raciales ». Dans ce rapport, l'équipe du HCDH déclare avoir reçu de nombreuses plaintes et incidents relatifs à une augmentation du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie à l'encontre des migrants, des immigrants et des minorités telles que les Roms et les Noirs en Italie. Dans l'ensemble, il y a eu une énorme poussée de haine raciale et de discrimination, surtout en termes de discours de haine. Le rapport souligne également que les responsables gouvernementaux doivent être tenus pour responsables car leurs programmes diffusent des discours de haine au niveau national. De nombreux hommes politiques ont été accusés d'inciter à la haine raciale en s'appuyant sur des craintes préconçues concernant la sécurité, l'économie et la perte d'identité nationale.

Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a recommandé à l'Italie de redoubler d'efforts afin de tenir pour responsable toute personne, y compris les représentants du gouvernement, qui diffuse des idées fondées sur la supériorité ou la haine raciales. La manipulation politique permet aux citoyens de penser que les politiciens défendent leur identité nationale et protègent leur sécurité, faisant de la discrimination raciale une pratique socialement acceptable.

En juin 2020, la moitié des membres italiens du Parlement européen ont voté contre une résolution visant à condamner toutes les formes de racisme, de haine et de violence. Cette culture du racisme qui devient acceptable à grande échelle a pour conséquence de multiplier les attaques à connotation raciale commises contre les minorités. La normalisation des propos haineux et du racisme structurel est profondément enracinée et l'Italie doit de toute urgence demander des comptes aux auteurs de discours haineux.

De plus, en 2018, Matteo Salvini, vice-premier ministre italien de l'époque, a refusé que des équipes de secours viennent en aide aux migrants traversant la Méditerranée. L'ONU a interpellé le gouvernement italien pour avoir refusé l'entrée en Italie aux navires de sauvetage et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a annoncé qu'elle enverrait des enquêteurs en Italie pour vérifier les informations faisant état de cas de racisme et de

violence contre les migrants. Salvini a menacé de réduire le financement de l'ONU, alors que la visite d'un pays est une procédure reconnue et établie au sein des Nations Unies.

Irak

La discrimination est omniprésente en Irak et est systémique et institutionnalisée par le système communautaire du gouvernement qui est en place actuellement. Les groupes minoritaires sont discriminés sur la base de leur ethnicité et de leurs croyances religieuses. La corruption systémique du gouvernement irakien alimente la discrimination et les pratiques injustes, car les élites cherchent à conserver leur pouvoir et leur influence en supprimant les autres. Cela implique la discrimination dans tous les domaines, y compris les emplois publics, les services, la protection, et plus encore.

Le gouvernement irakien a une tendance historique à négliger la discrimination raciale. L'un des principaux problèmes est que le gouvernement ne s'attaque pas au problème à la racine, même s'il prétend le faire. Toutes les pratiques gouvernementales confirment que la discrimination raciale fait partie intégrante de la mentalité des personnes au pouvoir. Par conséquent, la violence en a été le résultat. L'État islamique d'Irak et du Levant, également connu sous le nom de Daesh, est un groupe militant qui suit une forme fondamentaliste de l'Islam sunnite. Le gouvernement, quant à lui, a détruit de nombreuses villes et tué de nombreuses personnes dans les régions où les Arabes sunnites sont majoritaires. À chaque fois, le gouvernement n'a pas réussi à empêcher les membres de Daesh de prendre le contrôle de la ville. Au lieu de cela, le gouvernement entrainait dans une ville dans la foulée et laissait des villes complètement détruites et délabrées, sous prétexte d'expulser Daesh. Des millions de personnes ont été déplacées à cause de l'échec de la protection et du manque de sécurité du gouvernement.

De plus, on sait que les forces gouvernementales et les milices enlèvent, menacent et tuent les Arabes sunnites. Ces derniers vivent dans la peur et les Nations Unies doivent rappeler à l'Irak les principes qui le lient. Les Nations Unies doivent demander des comptes à l'Irak car les données disponibles confirment que ce pays viole constamment ses obligations de plusieurs manières, notamment en pratiquant directement la discrimination raciale, en soutenant celle-ci par des tiers et en n'utilisant pas « tous les moyens appropriés » pour y mettre fin.

D'autres préoccupations relatives à la discrimination raciale en Irak concernent de nombreux domaines différents. Premièrement, il existe des allégations de violations des droits de l'homme par les forces irakiennes et les milices affiliées, notamment des exécutions sommaires, des disparitions forcées, des actes de torture, la destruction de maisons et d'autres biens, et le ciblage de groupes ethniques. Deuxièmement, la représentation des minorités ethniques dans les fonctions publiques est limitée, notamment par le système de quotas établis par la Loi électorale. Certaines personnes déplacées à l'intérieur du pays, notamment des Arabes, se voient refuser l'entrée dans la région du Kurdistan en raison de leur appartenance ethnique. En outre, le manque de données concernant les plaintes pour discrimination met en évidence la mauvaise application de la législation, l'absence de confiance dans le système judiciaire etc.

Le 1^{er} octobre 2019, des manifestations ont commencé en Irak, appelant au démantèlement du système communautaire du gouvernement et demandant des comptes sur la corruption qui a paralysé l'économie irakienne, élevant les intérêts des élites au détriment du peuple irakien. Ces manifestations pacifiques se sont heurtées à la violence, notamment par des assassinats et des disparitions forcées.

Si les auteurs de ces actes sont tenus responsables, il en résultera une diminution de la discrimination raciale, une réduction de l'impunité et une véritable justice pour les victimes de discrimination⁷. Le gouvernement irakien ne parvient pas à montrer des progrès et des résultats. L'Irak ne remplit pas ses obligations au titre de la CIEDR dans les domaines où il est, en fait, incapable d'exercer un contrôle effectif sur son territoire. Cependant, l'habitude du gouvernement de rejeter la responsabilité des violations de la CIEDR sur d'autres groupes est un prétexte utilisé pendant ces quinze dernières années pour éviter de remplir ses obligations.

Afin de mettre un terme aux souffrances du peuple irakien et de mettre fin à l'impunité en traduisant les coupables en justice, les conventions des Nations Unies doivent être respectées et

⁷ Geneva International Centre for Justice (GICJ). "Rapport alternatif sur l'Irak soumis par Geneva International Centre for Justice (GICJ) au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale". 26 Novembre – 14 Décembre 2018. <https://www.gicj.org/images/2019/pdfs/GICJ-Report-to-CERD-97---IRAQ-rev.pdf>

appliquées. En outre, la communauté internationale doit intervenir et l'Irak doit accepter et coopérer avec les commissions d'enquêtes indépendantes mandatées par l'ONU.

Pays-Bas

M. Geert Wilders est membre de la Chambre des représentants des Pays-Bas. Il a fondé le Parti pour la liberté en 2006 et en est toujours le chef aujourd'hui. Il est connu pour sa politique d'extrême droite et ses fortes convictions antimusulmanes. Avant les élections législatives néerlandaises de 2017, Wilders a déclaré, « L'Islam est le plus gros problème des Pays-Bas »⁸. M. Wilders a ensuite partagé publiquement de nombreux autres sentiments antimusulmans qui ont encouragé d'autres personnes à s'identifier à l'extrême droite. Il aborde constamment les répercussions négatives de l'islamisation en termes d'effets économiques et culturels. Bien qu'il soit contre l'immigration de masse en général, M. Wilders s'appuie spécifiquement sur le fait que tous les secteurs des Pays-Bas sont en train de s'islamiser, et souligne l'urgence de la question en affirmant à plusieurs reprises que « nous sommes en train de perdre notre pays ». Dire qu'il pense que les Pays-Bas changent pour le pire rejoint la crainte qu'ont de nombreux pays occidentaux, celle de vouloir que les minorités restent des minorités. M. Wilders est même allé jusqu'à dire : « Arrêtez l'islamisation des Pays-Bas et de l'Occident ! »⁹ En répétant constamment que les Néerlandais de souche doivent agir maintenant et rapidement pour mettre un terme à la mainmise de l'Islam, chacune des déclarations de M. Wilders incite à la haine et à la terreur envers la communauté musulmane. M. Wilders décrit simultanément la culture islamique comme sexiste, homophobe et inférieure, tout en présentant l'identité nationale néerlandaise comme supérieure.

Le précédent Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'est exprimé sur la question de Geert Wilders lors d'un discours qu'il a prononcé au gala de la Fondation pour la paix, la justice et la sécurité à La Haye le 5 septembre 2016¹⁰. Tout au long de son puissant discours, M. Al Hussein a interpellé les dirigeants mondiaux et a souligné le fait qu'ils restaient silencieux face aux nombreuses atrocités et violations des droits de l'homme. Il a également mis en garde contre les populistes et démagogues en Europe et aux États-Unis, dont la

⁸ Geert Wilders, "Inbreng Wilders bij debat Algemene Politieke Beschouwingen," PVV.nl, 19 septembre 2007, <https://www.pvv.nl/12-in-de-kamer/spreekteksten/475-inbreng-wilders-bij-debat-algemene-politieke-beschouwingen.html>

⁹ Geertwilderspvv, poste Twitter, 29 août 2017, 9:04, <https://twitter.com/geertwilderspvv/status/902381341001560064>.

¹⁰ Al Hussein, Z. R. (5 septembre 2016). Zeid met en garde contre les populistes et les démagogues en Europe et aux États-Unis. Consulté le 7 septembre 2020, sur <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20452>

montée en puissance se poursuit aujourd'hui et se renforce sans aucun doute. Il a essentiellement abordé des éléments très importants sur la manière d'aborder ces questions et leur impact sur la jouissance des droits de l'homme. Proclamant qu'il est en colère « à cause des mensonges et des demi-vérités, des manipulations et du colportage de la peur de M. Wilders », M. Al Hussein expose clairement la recette populiste : « (...) Faites en sorte que les gens, déjà nerveux, se sentent mal, puis soulignez que tout est dû à un groupe, à l'intérieur, étranger et menaçant. Puis faites-en sorte que votre public cible se sente bien en lui offrant ce qui est une fantaisie pour lui, mais une horrible injustice pour les autres. Enflammez et éteignez, répétez plusieurs fois, jusqu'à ce que l'anxiété se transforme en haine »¹¹. Cette anxiété qui se transforme en haine a alors la capacité de se transformer en violence.

Cependant, outre les commentaires formulés par des hommes politiques tels que M. Wilders, M. Al Hussein ouvre la voie à une observation importante, celle que ces commentaires racistes ont un effet de vague et incitent d'autres personnes à commettre des actes discriminatoires. Le troisième examen périodique universel des Pays-Bas en 2017 montre qu'il y a un nombre croissant de cas de xénophobie, en particulier d'islamophobie, dans le pays¹². De plus, de nombreuses ONG ont signalé des centaines d'incidents haineux dirigés contre les musulmans et les juifs. La CIEDR n'est manifestement pas respectée et doit être mise en œuvre correctement. En outre, dans le rapport du troisième examen périodique universel, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale s'est déclaré préoccupé par l'augmentation de la discrimination à l'encontre des membres des communautés juive et musulmane, ainsi qu'à l'égard des personnes d'origine africaine, ce qui montre une fois de plus que ce problème doit être traité de toute urgence.

Plus particulièrement, l'omniprésence des discours de haine raciste dans la société, notamment sur les réseaux sociaux, est manifeste aux Pays-Bas. Ils sont encouragés par les politiciens qui s'en prennent publiquement aux immigrants, aux réfugiés et aux musulmans. Bien que M. Wilders soit loin d'être le seul politicien à tenir des propos discriminatoires, il a lentement politisé l'Islam, le transformant en un problème économique auquel un plus grand nombre de personnes peuvent

¹¹ Al Hussein, Z. R. (5 septembre 2016). Zeid met en garde contre les populistes et les démagogues en Europe et aux États-Unis. Consulté le 7 septembre 2020, sur <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20452>

¹² Document des Nations Unies – Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (A/HRC/WG.6/27/NLD/2)

s'identifier. Cependant, ces attaques politiques et économiques contre l'Islam sont rapidement devenues des attaques contre la religion musulmane elle-même, ce qui montre à quel point il est facile de répandre la haine et la discrimination si l'on utilise la bonne formule.

Il est important de noter ici que la montée du populisme s'accompagne d'une normalisation du populisme. La rhétorique nauséabonde des politiciens populistes ne choque plus personne, car les gens s'y sont habitués. Les Nations Unies doivent insister sur le fait que les discours de haine et la discrimination ne peuvent être normalisées, car cela est préjudiciable aux personnes visées.

Les Pays-Bas sont un pays historiquement connu pour son ouverture culturelle, sa tolérance religieuse et sa sécularisation. Même si la montée en puissance de la droite radicale a tout changé, les Pays-Bas resteront unis et pratiqueront ce qu'ils prônent en tant que nation. À cet égard, les Pays-Bas ont présenté en janvier 2016 un nouveau programme d'action national de lutte contre la discrimination sous toutes ses formes dans l'espoir de combattre et d'enrayer la montée de la discrimination que connaît le pays.

États-Unis d'Amérique

Aux États-Unis, la xénophobie, la discrimination raciale et l'anti-immigration sont en hausse. Les politiciens comme l'actuel président des États-Unis, Donald Trump, tolèrent et s'engagent dans une rhétorique discriminatoire par le biais de discours, de messages sur les réseaux sociaux et autres, qui affectent les minorités dans tout le pays.



Getty/Joe Raedle – *Le président Trump lors d'un rassemblement en 2019 au Texas promettant de construire un mur entre le Mexique et les États-Unis d'Amérique*

Le président Trump est connu pour sa rhétorique discriminatoire et son idéologie populiste. Sa campagne présidentielle de 2016 a été alimentée par un sentiment xénophobe à l'égard des immigrants non blancs, et il a même proposé d'interdire aux musulmans d'entrer dans le pays. Toutefois, dans la pratique, les résolutions adoptées en matière d'immigration ont été atténuées par rapport à sa proposition initiale.

Au cours de sa campagne politique de 2016, le président Trump a inculqué la discrimination par des déclarations telles que le fait de traiter tous les immigrants mexicains de « violeurs » qui apportent la criminalité et la drogue aux États-Unis. Il a également prôné la construction d'un mur à la frontière sud du pays pour empêcher les immigrants mexicains d'entrer aux États-Unis. En outre, la rhétorique discriminatoire du président Trump, qui qualifie le coronavirus de « virus chinois », provoque une stigmatisation des Américains d'origine asiatique et a entraîné une augmentation des incidents haineux à l'encontre de cette communauté. Ces propos, ainsi que d'autres déclarations enregistrées de M. Trump commentant négativement les Mexicains, les Amérindiens, les musulmans, les juifs, les femmes, les immigrants et les personnes handicapées, contribuent à promouvoir une culture de la peur et de la discrimination.

L'un des problèmes les plus importants en matière de discrimination aux États-Unis concerne la discrimination raciale. Les États-Unis sont confrontés à un problème plus vaste, celui de la discrimination raciale systémique qui, au fil de l'histoire, s'est incrustée dans toutes les institutions. En mai 2020, la mort de George Floyd a montré à la communauté internationale et aux citoyens américains que le profilage racial et la discrimination raciale étaient loin d'être terminés. Selon un sondage réalisé par la NAACP, l'African American Research Collaborative et l'Equality Research and Innovation Center, les résultats ont montré que « 75% des Afro-Américains pensent que Donald Trump est la menace la plus dangereuse pour le peuple afro-américain »¹³. Ces résultats ont été attribués à l'incapacité du président Trump à protéger le pays contre le Covid-19 et à son mépris pour son effet disproportionné sur les Noirs, une population qui a été la plus durement touchée pendant la pandémie en raison des disparités en matière de santé dans les communautés noires.

En outre, le président Trump a réagi à la mort de George Floyd et aux manifestations qui ont suivi en appelant à une réponse militarisée. Cette « réponse militarisée » a été méprisée, et avec d'autres décès de Noirs aux mains de policiers blancs survenus à la suite de l'affaire George Floyd – comme si sa mort n'avait pas eu d'effet sur le gouvernement – un mouvement pour le financement de la police a gagné du terrain.

En fait, chaque fois qu'un politicien fait une remarque discriminatoire ou qu'un événement alimenté par la haine raciale se produit, des contre-mouvements se produisent aux États-Unis. Par exemple, le mouvement Black Lives Matter a gagné en popularité ainsi que l'attention de la communauté internationale, car les gens ont plaidé pour que toutes les races soient traitées de manière égale. De même, lorsque le président Trump, divers politiciens et des célébrités connues ont été dénoncés pour des violences sexuelles et du harcèlement sexuel, le mouvement #MeToo en a été la réponse. Ce mouvement consiste en des rescapés de harcèlement et de violence sexuels qui partagent leurs histoires avec le public afin de sensibiliser et de plaider pour la fin de ce type de comportement.

¹³ NAACP. “Un nouveau sondage révèle l'impact du Covid.19 sur les communautés afro-américaines,” 21 mai 2020. <https://www.naacp.org/latest/new-poll-reveals-covid-19s-impacts-african-american-communities/>.

Les citoyens des États-Unis sont prêts à combattre le racisme et la discrimination par des protestations et des mouvements, et ils n'ont pas peur de défendre ce qui est juste. Dès lors que de plus en plus de personnes reconnaissent que les États-Unis ont une discrimination systémique profondément enracinée, une révolution antiraciste réclamant la justice raciale est en train de se produire. Comme l'a dit le précédent Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Al Hussein, dans son discours de 2016, le président Trump est l'une des figures démagogiques que nous, en tant que communauté internationale, devons surveiller et dénoncer.

Norvège

Le nationalisme blanc augmente dans le monde entier et devient de plus en plus préoccupant au fur et à mesure que des événements violents se produisent et se succèdent. La Norvège est connue pour sa société égalitaire. Pour autant, après la mort de George Floyd aux États-Unis, la Norvège a été l'un des nombreux pays où des protestations ont éclaté. Ces manifestations contre la discrimination ont fait prendre conscience que la discrimination raciale est également un problème en Norvège.

Le 22 juillet 2011, en Norvège, deux attaques terroristes perpétrées par Anders Behring Breivik, ont fait 77 morts. Cet homme est un extrémiste d'ultra-droite qui croit en la suprématie blanche. Il a bombardé le siège du gouvernement avant de massacrer des membres d'un camp d'été du parti travailliste et a utilisé le raisonnement selon lequel le parti travailliste avait laissé entrer trop d'immigrants. Dans son manifeste intitulé « 2083 – Une déclaration européenne d'indépendance », il explique qu'il fait cela pour rendre service à la race blanche.



Getty Images - *Anders Behring Breivik qui effectue un salut Nazi lors d'une audience*

Le 10 août 2019, Philip Manshaus, un suprémaciste blanc, a assassiné sa sœur adoptive d'origine chinoise avant de tenter de massacrer des musulmans à la mosquée locale. Il a été inculpé pour terrorisme et meurtre, et condamné à la peine de prison maximale en Norvège. Philip prétend s'être défendu et avoir mené ces attaques meurtrières pour sauver la race blanche.

Outre ces attaques terroristes, le profilage ethnique est connu pour être un problème en Norvège, où de nombreuses personnes rencontrent des difficultés à cause de la couleur de leur peau pour postuler à un emploi ou louer un appartement, malgré un niveau d'éducation élevé et des qualifications adéquates. La Norvège doit mettre en place davantage de politiques visant à éradiquer la discrimination sous toutes ses formes. D'après un rapport du journal norvégien *Aftenposten*, quatre Norvégiens sur cinq pensent que la discrimination existe en Norvège. En 2020, le racisme est directement confronté, la génération actuelle refusant de reculer et se prononçant fermement en faveur de l'éradication totale de la haine et de la discrimination.

De plus, le Parti du Progrès pratique une rhétorique anti-immigrés et s'appuie sur le racisme historique de la Norvège pour tenter de prouver que l'immigration n'est pas bonne pour le pays. Le Parti du Progrès prône également que les immigrants prennent les emplois des Norvégiens de souche, malgré l'absence de preuves à l'appui de leur affirmation. La discrimination raciale se résume une fois de plus à la puissance influente des hommes politiques et à leur capacité à manipuler les populations pour qu'elles croient en leurs sentiments, qu'ils soient ou non confirmés par des preuves. En fait, les conservateurs norvégiens ont utilisé la même excuse, accusant les immigrants de nuire au bien-être des Norvégiens de souche.

Cependant, malgré les deux attaques d'extrémistes blancs perpétrées par Philip Manshaus et Anders Behring Breivik, le profilage ethnique et la discrimination raciale présents en Norvège, de nombreux hauts responsables politiques continuent de nier l'existence du racisme en Norvège. En fait, les statistiques montrent une lente augmentation au fil des années des opportunités offertes aux minorités dans les domaines de l'économie, de la politique, etc. Même si le profilage ethnique et la discrimination raciale restent un sujet de préoccupation, les statistiques gouvernementales montrent que des progrès sont en train d'être réalisés. Cependant, tant que la discrimination sous

une forme ou une autre existe encore, la lutte contre celle-ci doit persister, surtout avec l'extrême droite présente et prête à orienter la population vers la peur.

Danemark et Suède

Le parti politique danois Stram Kurs, également connu sous le nom de Hard Line, a été fondé en 2017 par Rasmus Paludan, qui en est encore aujourd'hui le chef du parti. Le parti est connu pour ses positions ouvertement anti-Islam et anti-immigration. Il est surnommé « la Ligne dure » en raison de ses positions strictes et « dures » sur l'ethnicité, l'immigration et la citoyenneté. Le programme du parti vise à interdire l'Islam et à expulser tous les musulmans du Danemark. Le chef du parti, Rasmus Paludan, un ancien avocat, a été condamné et reconnu coupable d'avoir tenu des propos racistes en 2019. Selon les médias locaux danois, Paludan a été à nouveau condamné en juin 2020 et inculpé non seulement pour avoir tenu des propos racistes, mais aussi pour un autre incident au cours duquel il a fauché un homme à l'aide d'un véhicule. Le tribunal lui a interdit de travailler en tant qu'avocat pendant trois ans et d'utiliser son permis de conduire pendant un an. Cependant, malgré sa condamnation, Paludan reste assez populaire avec son programme extrémiste sur l'Islam et l'immigration non-occidentale. Comme de nombreux populistes dans le monde, Paludan gagne en popularité grâce aux réseaux sociaux, en particulier YouTube, qui l'aide à diffuser ses opinions racistes en cliquant sur un bouton, et ainsi, à gagner rapidement un large public.

À Malmö, en Suède, le 28 août 2020, des membres du parti d'extrême droite danois, Stram Kurs, ont brûlé le Coran en public lors d'un rassemblement antimusulman. Rasmus Paludan n'y a pas assisté car la Suède l'a interdit de séjour pendant deux ans, estimant qu'il pouvait représenter une menace pour la société. Cependant, les membres du parti ont organisé le rassemblement sans lui, ont mis le feu au Coran et ont fait de nombreuses déclarations anti-islamiques. Trois personnes ont été arrêtées pour incitation à la haine raciale. Ce brûlage public du Coran a rapidement attiré l'attention de tout le pays et une manifestation contre les activistes anti-islamiques a éclaté plus tard dans la journée, impliquant quelques centaines de personnes.



AFP/TT News Agency – *De la fumée d'une manifestation à Malmö, en Suède*

La manifestation à Malmö du 28 août 2020 n'est pas la seule. Dans le passé, le pays a connu des troubles liés au chômage et à l'intégration des immigrants. D'autres événements impliquant le Coran et des sentiments anti-islamiques ont également eu lieu auparavant. En décembre 2015, un danois a mis en ligne sur son groupe Facebook « OUI À LA LIBERTÉ – NON À L'ISLAM » une vidéo dans laquelle on le voit mettre le feu au Coran, le principal texte religieux musulman. En vertu de l'article 140 du code pénal danois, toute personne peut être emprisonnée ou condamnée à une amende pour avoir insulté ou dégradé publiquement les doctrines ou les cultes religieux. Ainsi, il a été accusé de blasphème. Bien que le gouvernement ait été proactif dans l'exécution de cette décision, il est clair que le Danemark doit surveiller davantage les discours de haine en ligne.

Pour en revenir à la situation générale, la Suède et le Danemark se sont distingués au fil des années en étant parmi les rares pays politiquement stables de la région. Cependant, maintenant, au cours des dernières années, notamment depuis la crise migratoire en Europe qui a commencé en 2015, des questions telles que l'immigration, la race, l'intégration, la criminalité, la religion, la protection sociale et la discrimination ont été au premier plan des discussions politiques dans ces pays.

Il est également important de noter ici que les pays scandinaves, la Norvège, la Suède et le Danemark, ont tous un modèle économique de services universels qui suggère une opportunité pour tous. Ce modèle permet de prouver que les immigrants ne constituent pas une menace pour

le bien-être de ces pays. Paradoxalement, ces pays obtiendraient de meilleurs résultats économiques avec un afflux plus important d'immigrants, en dépit de ce que proclament les politiciens d'extrême droite.

Conclusion

Un problème de grande échelle

Le monde entier, y compris toutes les sociétés et communautés, est conforté à la discrimination sous une forme ou une autre. Cette montée de la discrimination à l'échelle mondiale ne se limite pas aux pays énumérés dans le présent rapport. Par exemple, la française Marine Le Pen, Présidente du Front national, dénonce publiquement le mariage gay et la possibilité d'adopter pour les couples homosexuels. Israël est un autre exemple dans lequel de nombreux messages incitatifs sont publiés sur les réseaux sociaux par des dirigeants politiques et des représentants d'État, tous visant les Palestiniens. La tendance qui se dégage de tous ces pays est que les politiciens populistes comprennent comment normaliser la haine et la discrimination et tirent ainsi parti de cette capacité.

La position de GICJ

Geneva International Centre for Justice appelle tous les signataires à faire respecter la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Les États doivent tenir pour responsables les personnes qui pratiquent la discrimination, incitent à la haine ou à la terreur. Les responsables gouvernementaux et les politiciens, en particulier, disposent d'une tribune et d'une influence énormes sur les citoyens. Il est donc extrêmement important que les gouvernements mettent en œuvre des lois et des réglementations plus strictes afin que chacun puisse être tenu pour responsable. Nous appelons tous les États à criminaliser les groupes et organisations qui diffusent et encouragent la supériorité raciale ainsi que l'intolérance. En outre, afin de respecter la dignité de chaque être humain, les citoyens doivent non seulement être tenus responsables des discours de haine et des actions discriminatoires, mais des réparations doivent être accordées aux victimes concernées. Ensemble, en tant que communauté internationale, nous devons continuer à nous efforcer de promouvoir le multiculturalisme en luttant contre la montée de la discrimination dans le monde.

Malgré les progrès mondiaux en matière de multiculturalisme et de mondialisation, la discrimination sous toutes ses formes persiste. Les pays doivent donc faire respecter les articles

consacrés par la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Durban, et œuvrer sans relâche à la lutte contre toutes les formes de discrimination raciale.

Remarques finales

Malheureusement, les exemples inclus dans le rapport ne font qu'effleurer le problème des comportements discriminatoires et racistes qui sont en augmentation dans le monde entier. Aujourd'hui, nous assistons à une prise de conscience politique accrue dans de nombreux pays, beaucoup étant convaincus que leur identité nationale est menacée par l'immigration et les changements culturels. Cela permet à l'extrême droite de tirer profit des craintes des minorités et d'attirer l'attention des médias et des politiques. La montée simultanée du nationalisme et de la mondialisation se contredit d'elle-même lorsque le multiculturalisme n'est pas défendu. Le racisme est devenu une maladie que notre monde n'a pas réussi à éradiquer et tant que ces pays ne respecteront pas leur devoir de lutter contre la discrimination raciale sous toutes ses formes, le racisme continuera de prospérer. Les politiciens entretiennent trop souvent un climat xénophobe en accusant les immigrants d'être responsables de l'augmentation des taux de criminalité et de la perte d'identité, même si les preuves montrent qu'il n'y a aucune corrélation. Le discours raciste en politique alimente la peur des migrants et le rejet des minorités au sein de la société. Tous les pays mentionnés dans ce rapport doivent respecter les articles de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et travailler sans relâche pour combattre toutes les formes de discrimination raciale.

Recommandations

Nous appelons le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à :

- Exhorter les États membres des Nations Unies à condamner la discrimination raciale en abrogeant toutes les lois et pratiques qui propagent le racisme et en proclamant que tous les auteurs de discrimination raciale doivent être tenus responsables
- Exhorter les États membres des Nations Unies à continuer de criminaliser les groupes qui prêchent la supériorité raciale et à tenir tous les citoyens responsables des discours de haine et des pratiques discriminatoires
- Fournir des mesures concrètes sur la façon dont les États peuvent tenir pour responsables les auteurs de discours de haine lorsqu'ils sont prônés par des politiciens et des représentants du gouvernement
- Continuer à dénoncer et à condamner le racisme sous toutes ses formes, car la discrimination raciale et la supériorité raciale constituent des menaces directes pour les principes de dignité humaine et d'égalité
- Encourager la communauté internationale à s'élever contre le racisme et à agir contre les discours de haine et la discrimination afin de faire respecter les droits de l'homme de manière égale pour tous les individus
- Souligner l'importance pour tous les États membres des Nations Unies de mettre en œuvre la DDPA et promouvoir la commémoration de son 20^{ème} anniversaire en 2021

Geneva International Centre *for* Justice

(GICJ)

Organisation internationale non-gouvernementale indépendante et sans but lucratif

GICJ est une organisation internationale non-gouvernementale indépendante, sans but lucratif, consacrée à la promotion et au renforcement des engagements envers les principes et les normes relatives aux droits de l'homme. GICJ a son siège à Genève, en Suisse, et est régi par le code civil suisse et ses statuts. Fondant son travail sur les règles et principes du droit international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, GICJ étudie et signale les violations des droits de l'homme et cherche à obtenir justice pour leurs victimes par tous les moyens légaux disponibles.

Mission : La mission du GICJ est d'améliorer les conditions de vie des personnes en s'attaquant aux violations et à toutes les formes de violence et de traitement dégradant ou inhumain par le biais du renforcement du respect des droits de l'homme, de l'indépendance des avocats et des magistrats, de la consolidation des principes d'équité et de non-discrimination, du respect de l'État de droit, de la promotion d'une culture de sensibilisation aux droits de l'homme et de la lutte contre l'impunité.

Travail : GICJ s'attaque aux questions de justice et de responsabilité depuis sa création. Il entretient un partenariat avec diverses ONG, des avocats et un vaste réseau de la société civile dans le monde entier. Grâce à ces canaux, GICJ est en mesure de recevoir de la documentation et des preuves de violations des droits de l'homme et d'abus tels qu'ils se produisent dans plusieurs pays. GICJ continue de porter ces informations à l'attention des organes compétents de l'ONU afin que justice soit rendue à toutes les victimes.

